



HAL
open science

L'Eglise géorgienne au cœur du populisme anti-occidental

Silvia Serrano

► **To cite this version:**

| Silvia Serrano. L'Eglise géorgienne au cœur du populisme anti-occidental. 2017. hal-01959017

HAL Id: hal-01959017

<https://hal.science/hal-01959017>

Submitted on 18 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Église géorgienne au cœur du populisme anti-occidental

Silvia Serrano, professeur des universités – Paris Sorbonne, Eur'Orbem & Cercec

Quiconque se rend en Géorgie ne peut manquer d'être frappé par la présence publique de l'orthodoxie. Pourtant les dynamiques de recomposition du religieux à l'œuvre dans le pays sont complexes et bien souvent contradictoires, et les paradigmes dominants de la sécularisation/désécularisation ne permettent pas nécessairement de les appréhender. Si à en croire les enquêtes internationales, la pratique est en hausse, les significations qu'elle charrie sont multiples et des pans entiers de la population restent indifférents au message et aux normes religieuses. En revanche, l'orthodoxie a incontestablement été au cœur de la construction politique : elle a constitué une « ressource culturelle profonde », selon l'expression du théoricien du nationalisme, Antony Smith. Ainsi, elle a pu servir aussi bien la construction de la Nation et de l'État, que la consolidation du pouvoir ou sa contestation. Depuis quelques années, elle tend à devenir un marqueur des polarisations et identités politiques. La montée d'un ethnonationalisme xénophobe et anti-occidental, particulièrement marquée depuis 2012, se nourrit de références orthodoxes et de l'appui de l'Église.

Alors qu'une écrasante majorité de la population de Géorgie est nominalement orthodoxe – 83,4 % selon le recensement de 2014 – depuis 1991 l'État a assis sa légitimité sur l'existence d'une tradition orthodoxe multiséculaire. L'Église de Géorgie, qui se revendique autocéphale depuis 483, est en effet l'une des plus anciennes de la chrétienté. La culture et les identités prémodernes sont intimement liées l'orthodoxie, qui a ensuite constitué une ressource puissante pour le nationalisme depuis le XIXe siècle. L'Église est donc au cœur de la redéfinition de la nation à l'œuvre ces vingt-cinq dernières années. Le patriarcat promeut un récit identitaire qui postule la superposition des appartenances ethnique et confessionnelle. Il a mené une politique active d'évangélisation des populations ethniquement géorgiennes musulmanes (en Adjarie) ou catholiques, et a réagi avec agressivité à ce qu'il assimilait à du prosélytisme sur son territoire. Les confessions associées aux minorités ethniques, comme l'Église apostolique arménienne – 3 % de la population – ou l'islam, ne sont que tolérées¹. Les revendications de l'Église géorgienne sur les églises arméniennes ou catholiques et son opposition à la restauration (ou la construction) de mosquées, qui s'inscrivent dans une politique de mise en conformité du patrimoine national et de l'espace public avec le récit qu'il promeut, entraînent des tensions récurrentes avec les populations locales ou les États voisins.

Assauts directs et indirects sur la laïcité

Le patriarcat s'est également livré à un intense travail symbolique d'écriture de l'histoire et de réinvention des traditions. Il a été construit plus d'églises au cours des dix dernières années que durant toute l'histoire du christianisme géorgien ; les héros nationaux sont canonisés ; de nouveaux rites voient le jour et s'institutionnalisent, telle la procession des 100 000 martyrs célébrant des chrétiens anonymes refusant de renier leur foi lors de la prise de Tbilissi par le Shah de Khorezm au XIII^e siècle. Participer à des processions ou des pèlerinages, s'associer aux prières collectives avant la classe du matin ou avant la pratique de la lutte traditionnelle, faire le jeûne du carême constituent autant de manières d'être un « vrai » Géorgien, de rendre

¹ Les musulmans, qui forment plus de 10 % de la population, constituent le second groupe après les orthodoxes. Ils se répartissent en trois principaux groupes ethniques : les Géorgiens adjars, les Azéris, et les Kistes (proches des Tchétchènes).

performante, dans tous les sens du terme, une identité mise à mal en ces temps d'incertitude et de profonds bouleversements sociaux.

Cette entreprise hégémonique est toutefois loin de faire consensus dans une société géorgienne plurielle et en demande de démocratisation. L'influence de l'Eglise sur la société et au sein de l'Etat est ainsi devenue l'un des sujets les plus sensibles et clivant sur la scène politique. Rêvant d'unir la nation, l'Eglise divise la société. Elle a notamment cherché à vider de tout contenu la laïcité officiellement inscrite dans la Constitution en pénétrant les institutions de socialisation, telles que les écoles, les universités, ou les prisons et est parvenue à imposer à l'Etat un « accord constitutionnel » (2002) qui lui confère de très nombreux privilèges et pose les bases d'une restitution des biens confisqués à l'époque soviétique et de compensations. A l'époque du Président Mikheil Saakachvili (2004-2012), elle a buté sur la volonté ferme des pouvoirs publics de limiter son influence et de lui disputer le monopole de la construction nationale. Le gouvernement a par exemple fait adopter en 2005 une loi sur l'éducation restreignant l'accès du clergé aux écoles publiques. Mais dans le même temps, il contribuait à la consolidation matérielle de l'Eglise en lui allouant des sommes de plus en plus importantes, et en accélérant en toute opacité des transferts de propriété immobilière et foncière, voire en rémunérant les hiérarques selon une logique clientéliste. Incapable de mettre le patriarcat sous coupe réglée, le gouvernement du Président Saakachvili a, au contraire, contribué à l'ériger en lieu symbolique de la contestation des politiques qu'il menait sans grand souci de la dégradation vertigineuse des conditions de vie et de travail de la population.

L'arrivée au pouvoir du *Rêve géorgien*, la formation d'opposition créée par le milliardaire B. Ivanichvili, en 2012, a été saluée par la mouvance orthodoxe comme la victoire qui augurait de relations moins antagonistes. De fait, la laïcité s'est encore affaiblie depuis. En juillet 2017, le Premier ministre, Guiorgui Kvirikachvili, la mettait publiquement en cause en déclarant que le sécularisme « dans son sens classique, ne [convenait] pas à la Géorgie » et que l'Eglise et l'Etat étaient « entremêlés¹ ». Quelques mois plus tard, il se prononçait en faveur du renforcement du rôle de l'Eglise dans les écoles. Derrière le modèle revendiqué d'une « symphonie byzantine » imaginée, il s'agit en réalité pour l'Etat géorgien d'engager une coopération bien comprise où l'Eglise fonctionnerait comme un supplétif en charge de l'idéologie et de la morale publiques. La disqualification de la laïcité comme construction occidentale non transposable, s'inscrit dans un contexte de polarisation où c'est à travers le religieux que se dessine le dissensus sur les choix de société. En Géorgie comme ailleurs, l'absence d'alternative idéologique au néo-libéralisme économique a entraîné un recadrage des questions politiques autour de « valeurs civilisationnelles » en pleine redéfinition. En tant que spécialiste des questions morales, l'Eglise a donc été au cœur de la réorganisation des scènes politiques au-delà de la place que le politique lui assignait.

Le patriarcat, figure de proue de la « re-moralisation » de la société géorgienne

Les questions familiales et démographiques sont présentes dans le message du catholicos-patriarche Ilia II depuis l'époque soviétique. Pour contrer le déclin de la natalité, qui mettrait en péril l'existence même de la nation, il a lancé une vaste campagne durant laquelle il baptise lui-même les enfants à partir du troisième de la famille, incite les émigrés géorgiens à rentrer au pays,

¹ Site officiel du gouvernement, consulté le 20 décembre 2017. [URL : http://gov.ge/index.php?lang_id=GEO&sec_id=462&info_id=62040].

ou encore se prononce en faveur de l'interdiction de l'avortement. Le patriarcat se place surtout à l'avant-poste d'une croisade morale sur les questions de genre. Ilia II rappelle ainsi régulièrement que la place des femmes est au foyer ou qu'elles doivent obéissance à leurs époux. Alors que les médias prorusses alimentent les rumeurs selon lesquelles l'Occident chercherait à imposer à la Géorgie le mariage homosexuel, et qu'est discutée une proposition de loi pour interdire les mariages entre personnes du même sexe, le patriarcat se dit lui-même en guerre contre les « orientations sexuelles non traditionnelles », et instaure, à la place de la « Journée internationale contre l'Homophobie et la Transphobie », le 17 mai, une « Journée de la famille », voire légitime les violences homophobes.

Les idées dominantes au sein du patriarcat se propagent dans la société à travers une nébuleuse d'organisations de la société civile formellement ou non liée au patriarcat, telle que l'organisation de jeunesse, les *Davitianni*, qui œuvre à l'édification patriotique de la jeunesse orthodoxe, ou l'*Union des parents orthodoxes*, qui milite en faveur de l'introduction de l'éducation religieuse dans les écoles publiques. A ces deux organisations s'est ajouté ces dernières années un aréopage de mouvements explicitement politiques qui partagent le rejet de l'Occident, du libéralisme social et économique et articulent questions morales et visions géopolitiques. On retrouve d'une association à l'autre les mêmes personnalités aux trajectoires variées, mais généralement proches du patriarcat et insérées dans des réseaux soutenus financièrement par Moscou. Ainsi, l'Institut eurasien est dirigé par Nana Devdariani, ancienne Défenseur public et nièce du catholicos-patriarche David V (1972-1977). C'est avec Malkhaz Gulachvili, le fondateur d'un groupe de presse prorusse Georgian Times, qu'elle a créé le *Mouvement du Peuple Orthodoxe*. Le chef d'une autre formation, *Idée Géorgienne*, est un militant de l'*Union des parents orthodoxes* condamné sous Saakachvili pour avoir provoqué une altercation lors d'une émission télévisée, et libéré après 2012. Le poids de cette nébuleuse hétéroclite peut se mesurer à l'aune de deux succès inattendus, l'un dans l'arène politique institutionnelle, l'autre dans la rue. Lors des élections législatives de 2016, la coalition formée autour de l'*Alliance des Patriotes*, avec un programme anti-occidental axé sur la défense des valeurs traditionnelles orthodoxes et de l'identité géorgienne a été l'une des trois formations à passer la barre des 5 % pour entrer au Parlement. A l'été 2017, des mouvements informels ont réussi une démonstration de force en organisant une « Marche des Géorgiens » sur le modèle de la « Marche russe », durant laquelle ils ont défilé derrière une icône de David le Constructeur¹ sur l'avenue du même nom, contre l'immigration musulmane en Géorgie.

En raison des soutiens, explicites ou non, dont elle bénéficie de la part de Moscou, de la façon dont elle reproduit des répertoires d'action russes (proposition de loi sur l'insulte aux sentiments religieux, interdiction de la propagande homosexuelle, etc.), des relais dont elle dispose dans les médias de propagande russes, la mouvance orthodoxe de Géorgie est généralement vue comme une production directe du Kremlin et l'Eglise elle-même comme un relais d'influence. De nombreux prêtres géorgiens sont en effet formés en Russie, y compris le *locum tenens* nommé en décembre 2017 par Ilia II pour organiser sa succession². De fait, l'Eglise géorgienne aligne souvent ses

¹ Héros du nationalisme géorgien et saint pour l'Eglise géorgienne, David IV, dit le Constructeur, règne de 1089 à 1125, durant l'âge d'or, sur un vaste territoire s'étendant de la Mer Noire à la Caspienne.

² Le *locum tenens* désigne la personne habilitée à exercer une fonction en l'absence de son titulaire. Ilia II est catholicos-patriarche depuis 1977. Aujourd'hui âgé de 84 ans et gravement malade, il a désigné le métropolite de Senaki et Tchkhvortskou Chio comme celui qui, en cas de décès ou démission du primat, exercerait l'intérim et organiserait l'élection du prochain patriarche. La perspective de sa succession attise de féroces rivalités au sein du patriarcat.

positions sur celles du patriarcat de Moscou, comme lorsqu'elle a finalement refusé, elle aussi, de participer au Concile panorthodoxe de Crète en juin 2016.

Toutefois, l'instrumentalisation par Moscou de la communauté de foi et de l'institution ecclésiastique, bien réelle, ne suffit pas à expliquer le succès de ce populisme orthodoxe. D'une part, de puissants courants anti-œcuméniques, millénaristes et néo-fondamentalistes sont présents dans le pays ; ils ont mené l'Eglise au bord du schisme en 1997, et l'ont contrainte à quitter le Conseil œcuménique des Eglises (dont Ilia II avait pourtant été l'un des coprésidents à l'époque soviétique). Il existe en outre des pommes de discorde entre les deux Eglises, notamment sur la question des paroisses d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Pour le patriarcat comme pour les mouvements orthodoxes, la religion peut tout autant mobiliser contre l'Occident que contre la Russie, comme cela avait été le cas lors de la guerre d'août 2008. Suivant la conjoncture politique, peut être mis en avant l'abolition de l'autocéphalie par Alexandre Ier en 1811, ou bien sa reconnaissance par le patriarcat de Moscou grâce à Staline en 1943. Enfin, la défense des valeurs traditionnelles, en raison même de leur grande plasticité, permet un jeu d'alliances plus étendu et complexe que le strict partenariat avec Moscou. Ainsi, des ponts peuvent être établis avec des organisations néo-fondamentalistes évangéliques ou catholiques, en dépit de l'anti-œcuménisme virulent de l'Eglise. Sous l'égide de Lévan Vassadzé, un homme d'affaires enrichi à Moscou et grand ami du catholicos-patriarche, s'est par exemple tenue à Tbilissi en 2016 la convention annuelle du *World Congress of Families* (WCF), une organisation étatsunienne réunissant différents courants chrétiens conservateurs.

Au-delà de l'Eglise elle-même, émerge ainsi un populisme orthodoxe, qui permet d'associer nostalgie d'un passé soviétique mythifié, rejet de l'Occident dépravé, défense des valeurs morales, revendication d'une certaine fierté d'être Géorgien, patriotisme aux contours hautement ambigus. Son succès est à corrélérer à la « thérapie de choc » que M. Saakachvili a cherché à infliger à la société géorgienne avec l'aval des bailleurs de fonds internationaux, et qui s'est traduite, comme en Russie vingt ans plus tôt, par des politiques antipopulaires qui ont profondément délégitimé la démocratie libérale. La visée « civilisatrice » explicite de ces politiques (transformer la société pour en faire une société « européenne », libérale, moderne, etc.) a entraîné un engouement pour les contre-discours réactionnaires coproduits par l'Eglise. Les logiques de formation des nouvelles identités politiques dans le pays, en dépit de ses traits singuliers, présentent de fortes similitudes avec des évolutions observables dans d'autres contextes, y compris en Europe occidentale.



Géorgie : un islam pluriel

David Abouladzé, doctorant – université Paris Sorbonne, Eur'Orbem

En novembre 2017, une opération antiterroriste menée par les services de sécurité géorgiens se concluait par la mort, notamment, d'Akhmed Tchataïev, un Tchétchène qui avait rejoint l'Etat islamique (EI) et l'instigateur supposé de l'attentat à l'aéroport d'Istanbul en juin 2016. Cet incident est venu rappeler l'exposition de la Géorgie face à l'EI en raison de sa situation géographique (elle est limitrophe de la Tchétchénie et du Daghestan en Fédération de Russie),